

*Séminaire du GDR TIC et Société*  
*Groupe de travail GRPI (Gouvernance, Régulations et Pouvoirs sur Internet)*

**Rôle des TIC dans l'évolution des politiques de sécurité en Europe**  
**Outils de mise en oeuvre ou fondements d'une restructuration en profondeur**

*Séminaire pluridisciplinaire européen*  
*Coordonné par Meryem Marzouki (LIP6/PolyTIC-CNRS)*

**Vendredi 27 janvier 2006, de 14h00 à 18h30**  
**Amphi Astier, Bâtiment Esclangon, Campus Jussieu**  
**Université Pierre et Marie Curie**  
**75005 Paris**

*Le séminaire se déroulera en Anglais*  
*Informations détaillées: [http://www-polytic.lip6.fr/article.php3?id\\_article=122](http://www-polytic.lip6.fr/article.php3?id_article=122)*

**PRÉSENTATION**

De simple moyen logistique de mise en oeuvre, les techniques d'information et de communication deviennent partie intégrante des politiques de sécurité en Europe. Utilisées pour le contrôle des déplacements des personnes, de la circulation d'informations de toute nature issues de la dématérialisation des procédures, ainsi que des communications, elles conduisent à la constitution de larges bases de données et à une mise en relation des informations permettant, d'une manière jusqu'ici inégalée, de révéler l'intimité des personnes, de cartographier leurs activités, et d'identifier les réseaux de relations tissés entre elles.

De nombreux travaux ont permis d'observer que les politiques publiques de sécurité fondées sur les TIC donnent ainsi lieu à l'établissement de standards techniques irréversibles, de structuration économique de long terme, de comportements sociaux durablement acquis, ainsi que, plus globalement, à la remise en cause d'aspects fondamentaux de l'État de droit.

Ce séminaire se propose d'examiner le rôle des TIC dans l'évolution des politiques publiques de sécurité en Europe, selon une approche pluridisciplinaire et à partir de travaux empiriques permettant de réaliser un état des lieux précis dans les États membres et au niveau communautaire. Les exemples nationaux de l'Allemagne, du Danemark, de la France et du Royaume-Uni seront plus particulièrement présentés à l'appui de l'analyse. Une synthèse-discussion resituera cet état des lieux dans le contexte plus large des politiques de sécurité en Europe et permettra de montrer s'il s'agit là de tendances de fond de ces politiques publiques, ou bien d'effets pervers dus aux spécificités des TIC.

**INTERVENANTS**

- Ralf Bendrath (Universität Bremen, Allemagne)
- Jacqueline Domenach (Université Paris X-Nanterre, France)
- Rikke Frank Jørgensen (The Danish Institute for Human Rights, Danemark)
- Gus Hosein (The London School of Economics, Royaume Uni)
- Meryem Marzouki (Laboratoire LIP6/PolyTIC-CNRS, France)

## **PROGRAMME**

14:00-14:30 – *Présentation du séminaire et des intervenants*

14:30-15:00 – *Weak Deliberation, Weakened Democracy: European Anti-Terror Policy Deliberation*, par Gus Hosein

15:00-15:30 – *Counter Terrorism and Civil Liberties: The Danish Case*, par Rikke Frank Jørgensen

15:30-16:00 – *Intitulé à venir*, par Ralf Bendrath

16:00-16:30 – *Manufacturing Consent to Long-term Human Rights Erosion: The French Case*, par Meryem Marzouki

16:30-17:00 – *Pause café*

17:00-17:30 – *Synthèse et discussion des interventions*, par Jacqueline Domenach

17:30-18:30 – *Discussion générale et débat avec les participants*

## **INFORMATIONS PRATIQUES**

Le séminaire se déroulera le vendredi 27 janvier 2006, de 14h00 à 18h30, dans l'Amphi Astier, Bâtiment Esclangon, qui se situe au pied de la Tour 66 du Campus de Jussieu. Université Paris VI Pierre et Marie Curie, 4 Place Jussieu, 75005 Paris. Métro Jussieu.

Le séminaire se déroulera en Anglais.

La participation est gratuite. Inscription par mail à [Meryem.Marzouki@lip6.fr](mailto:Meryem.Marzouki@lip6.fr)

## **COORDINATION DU SÉMINAIRE**

Meryem Marzouki (LIP6/PolyTIC-CNRS). <http://www-polytic.lip6.fr>

## **ANIMATION DU GROUPE DE TRAVAIL GRPI**

Éric Brousseau (EcomomiX-Univ. Paris X), Meryem Marzouki (LIP6/PolyTIC-CNRS), Cécile Méadel (CSI-ENSMP). <http://gdrtics.u-paris10.fr/groupe/gouvernance.php>.

## **DIRECTION DU GDR TIC ET SOCIÉTÉ (GDR 2565 DU CNRS)**

Éric Brousseau (EcomomiX-Univ. Paris X), Frédéric Moatty (CEE-CNRS). <http://gdrtics.u-paris10.fr>.

## **SOUTIEN FINANCIER**

Laboratoire LIP6/PolyTIC-CNRS et GDR CNRS TIC et Société

## PROBLÉMATIQUE

De simple moyen logistique de mise en oeuvre, les techniques d'information et de communication deviennent partie intégrante des politiques de sécurité en Europe. Utilisées pour le contrôle des déplacements des personnes, de la circulation d'informations de toute nature issues de la dématérialisation des procédures, ainsi que des communications, elles conduisent à la constitution de larges bases de données et à une mise en relation des informations permettant, d'une manière jusqu'ici inégalée, de révéler l'intimité des personnes, de cartographier leurs activités, et d'identifier les réseaux de relations tissés entre elles.

Toute mesure nouvelle, ou extension du champ d'une mesure existante, est motivée, dans le discours de ses prescripteurs, par une nécessaire lutte contre le terrorisme, et par un non moins nécessaire «équilibre» à atteindre entre «liberté et sécurité». Toutefois, le caractère systématique, généralisé et global de l'usage des techniques de contrôle et de surveillance ne laisse guère de maîtrise dans la détermination d'un point d'équilibre, à supposer qu'un tel équilibre puisse se concevoir entre des droits et libertés établis et affirmés de manière contraignante pour les États et un objectif de sécurité reposant sur des concepts flous et mouvants.

De plus, l'aspect structurant de la mise en oeuvre de telles mesures ne laisse quasiment aucune marge de manoeuvre permettant un éventuel «retour à la normale», une fois passé le danger auquel elles prétendent répondre. On peut alors s'étonner que des «mesures d'exception», dûment présentées comme telles et juridiquement assorties de «clauses de rendes-vous» pour réévaluer périodiquement leur pertinence, donnent ainsi lieu à l'établissement de standards techniques irréversibles, de structuration économique de long terme, de comportements sociaux durablement acquis, ainsi que, plus globalement, à la remise en cause d'aspects fondamentaux de l'État de droit.

Comment les politiques publiques de sécurité en Europe ont-elles pu évoluer de cette manière? Cette situation découle-t-elle des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ou cet évènement n'a-t-il fait qu'accélérer et amplifier un mouvement antérieur? Comment analyser le processus de justification et de renforcement mutuels des politiques nationales et communautaires? Comment les replacer dans le contexte international? Quels sont les non dits de ces politiques, ont-elles des finalités autres que celles principalement invoquées? Quels débats ont-elles suscité – ou non – dans la société? Ces tendances devraient-elles se poursuivre dans les années à venir? Ou voit-on émerger des résistances sociales? Plus globalement, les transformations observées en matière d'État de droit doivent-elles s'analyser comme une conséquence de l'usage des TIC dans la mise en oeuvre des politiques de sécurité, ou comme l'aboutissement d'un processus cohérent constituant l'objectif même de ces politiques?

Ce séminaire se propose d'examiner ces questions, selon une approche pluridisciplinaire et à partir de travaux empiriques permettant de réaliser un état des lieux précis dans les États membres et au niveau communautaire. Les exemples nationaux de l'Allemagne, du Danemark, de la France et du Royaume-Uni seront plus particulièrement présentés à l'appui de l'analyse. Une synthèse-discussion resituer cet état des lieux dans le contexte plus large des politiques de sécurité en Europe et permettra de montrer s'il s'agit là de tendances de fond de ces politiques publiques, ou bien d'effets pervers dus aux spécificités des TIC.

## BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

**Ralf Bendrath** is a political scientist and currently doing privacy research in the project "Regulation and Legitimacy on the Internet" of the collaborative research center "Transformations of the State", University of Bremen, Germany. Previous research included information warfare, cyber-security, and peace and security policy. He was coordinator of the international civil society working group on privacy and security for the World Summit on the Information Society (WSIS) and is active in the NGO network "European Digital Rights" (EDRi). Ralf Bendrath was a civil society representative in the German government delegation to the WSIS summits in 2003 and 2005.

**Jacqueline Domenach** (biographie à compléter). More at: [http://credof.u-paris10.fr/article.php3?id\\_article=60](http://credof.u-paris10.fr/article.php3?id_article=60)

**Rikke Frank Jørgensen** is Senior Adviser at The Danish Institute for Human Rights, Copenhagen; adviser to the Danish governmental delegation to the World Summit on the Information Society (WSIS) and co-chair of WSIS Civil Society Human Rights Caucus. She has previously worked as a special adviser in the Danish Ministry of Research and Information Technology dealing with the social impacts of information technology. She co-founded the Danish non-governmental organisation Digital Rights, and is on the board of European Digital Rights (EDRI). She has been a member of several governmental committees, and has authored a number of presentation and articles on the interface between human rights and technology. She holds a Master in Information Science and a European Master in Human Rights and Democratization.

**Gus Hosein** is a Visiting Fellow at the London School of Economics and Political Science. At the LSE he researches and teaches on technology policy, international policy, and civil liberties. His most recent work was the mentoring of the LSE's Identity Project that scrutinised the UK Government's Identity Card Bill. He has a PhD from the University of London and a B.Math (Hons) from the University of Waterloo. More at: <http://personal.lse.ac.uk/hosein>

**Meryem Marzouki** is a researcher with the CNRS, currently with the Computer Science Laboratory of Paris 6 (LIP6). She holds a PhD in Computer Science and an *Habilitation à diriger des recherches*, both from the National Polytechnic Institute of Grenoble. In 2002, she started the *PolyTIC* research activity within LIP6, dealing with relationships between ICTs, public policies and the public space following a multi-disciplinary approach. Her current research interests include Internet governance and the transformation of the rule of law, privacy and personal data protection issues and communication usages in a mobile campus. Since 1996, Meryem Marzouki has also been an activist for the promotion of human rights in the information society; she is the president of the French NGO IRIS and has co-chaired the WSIS Civil Society Human Rights Caucus. More at: <http://www-polytic.lip6.fr> and <http://www.iris.sgdg.org>.